

Sur une refondation

Alain Accardo

Je partirai ici d'une question posée par une journaliste qui me tendait son micro :

« Comment refonder une gauche populaire ? Que penser des coalitions opportunistes et des fronts républicains de dernière minute ? »

Plutôt intimidé d'être ainsi transformé en oracle de station radio, je commençai à bafouiller ma réponse :

- « Eh bien, euh...je ne sais pas trop, c'est une question difficile, à laquelle on ne peut pas répondre en quelques mots... d'autant moins qu'elle est double... ou triple... en fait.

- « **Répondez-y dans l'ordre qui vous plaira** », me dit la journaliste, conciliante. Ainsi encouragé, je me lançai :

- « Je serais tenté de vous répondre qu'une nouvelle Gauche se refondera comme s'était fondée la précédente, « naturellement et logiquement », si je puis dire, au fil de l'Histoire, au gré des circonstances ...

- « **Au fil de l'Histoire ! Au gré des circonstances ! Mais alors, ça peut prendre des siècles !** »

- « Peut-être, je n'en sais rien, l'Histoire étant le mouvement de la réalité sociale alimenté et entretenu par la concurrence pléonexique généralisée, dans l'ensemble du monde dit civilisé, c'est un vaste foutoir et il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle défile au rythme des 24 Heures du Mans, ni même du Tour de France. Si on est pressé, on peut évidemment essayer d'accélérer les choses, en rameutant les troupes. Mais on tombe alors dans ces « coalitions opportunistes » dont vous parliez, qui font perdre généralement beaucoup de temps et laissent pourrir la situation, parce qu'une coalition devient toujours très vite sa propre fin à elle-même. Une fois son papier poisseux collé à votre semelle, il va compliquer votre démarche plus qu'il ne va la faciliter. La gauche française par exemple a certainement passé plus de temps et dépensé plus d'énergie, depuis qu'elle est nommément présente dans le champ politique, à faire et défaire ses « unions » politiquement boiteuses entre vrais bourgeois et faux prolétaires, qu'à gouverner, et les principaux facteurs de ses échecs, tant individuels que collectifs, ont rarement été analysés avec impartialité sur le plan politique et moins encore *socioanalysés*, de façon, disons, plus anthropologique, en se posant des questions inconvenantes du genre : « Franchement, quelles bonnes raisons ces tartufes nous ont-ils jamais données pour ne pas les exécrer ? Pourquoi ces pharisiens sociaux sont-ils aussi haïssables, et nous-mêmes, à quel point le sommes-nous ? » Mais comme on ne sait pas comment purger une bonne foi cette charge de griefs et d'arrière-pensées, tout ce non-dit de rancœur et de défiance continue à fermenter et à empoisonner les rapports de la gauche avec le monde et avec elle-même.

C'est que la gauche est héritière d'une histoire longue et complexe très inégalement assimilée par les différentes composantes de sa population et il faut remonter bien au-delà de la période contemporaine, c'est-à-dire au-delà même de la Révolution de 1789, qui vit se constituer sur le plan organisationnel l'ancêtre de la gauche française sous l'appellation de

« Montagne », dont les députés décidèrent de siéger en haut, à gauche de l'hémicycle de l'Assemblée, pour bien se différencier des autres courants. L'un des premiers actes politiques significatifs de cette gauche « montagnarde » fut de voter la mort du roi Louis XVI. On se doute, bien entendu, que la sensibilité dite « de gauche » a beaucoup perdu de sa radicalité initiale avec le temps.

Le problème de fond persiste néanmoins. Et ce problème est celui-là même que pose toute coexistence pacifique sur un même territoire de deux populations dont les intérêts vitaux ne peuvent pas tous coïncider, deux populations qui, *par nature*, avant tout contentieux historique, ont autant de raisons objectives de s'unir que de se séparer, de s'entraider que de se concurrencer, de s'aimer que de se haïr, de se rechercher que de se fuir. Ce que les animaux font spontanément selon leurs besoins du moment. Chez l'Homme, les dispositifs naturels régulant la proximité ou la distance entre les individus ou les groupes font une place grandissante, et très souvent déterminante, à des causes qui n'ont plus grand-chose à voir avec des dispositifs naturels mais beaucoup à voir avec des comportements construits de façon (plus ou moins) réfléchie et rationnelle à forte dimension symbolique, le plus souvent naturalisés et pérennisés dans le patrimoine culturel.

Il ne faut pas davantage oublier, ni même sous-estimer dans cet immense héritage, le poids des propriétés spécifiques introduites par l'arrivée et l'intégration de populations étrangères d'origines diverses qu'une gauche authentique ne peut que considérer comme des concitoyens à part entière et sans restriction. Hormis les incultes et les ignares, qui répugnent à fréquenter l'Histoire de France, tout le monde sait que comme le soulignait déjà l'un des pères de notre historiographie scientifique, Charles Seignobos, à la fin du XIXe siècle, la France est le pays européen dont la population est la plus composite. Ce qui signifie que notre pays, comme beaucoup d'autres en Europe, doit d'être ce qu'il est à des apports incessants de familles d'immigrés comme les nôtres l'étaient elles-mêmes pour la plupart à l'époque où elles cherchaient un asile. Et somme toute, la France ne peut que se féliciter d'avoir hébergé des Italiens comme Léonard de Vinci ou naturalisé des Polonais comme Marie Curie-Sklodowska et tant d'autres avant et après eux.

Par conséquent, pour revenir à votre question, ai-je dit à mon interlocutrice, j'avancerai que l'une des *conditions indispensables à une refondation* pas trop chaotique de la gauche (entre autres objectifs), c'est de pouvoir s'adresser à une population dotée d'une culture historique, et plus largement d'une culture générale suffisante pour savoir d'où elle vient et remettre le présent en perspective, sans se renier ni rien fétichiser mais en assumant l'histoire de façon critique. Nous disposons de tous les moyens matériels et symboliques pour cela. Et s'il fallait renforcer l'arsenal dont nous disposons déjà, ouvrons bénévolement des écoles et militons pour des cercles d'Histoire républicaine et laïque, occupons-nous moins des convaincus et des diplômés entrés dans la carrière et occupons-nous davantage des mal scolarisés, des tièdes et des déshérités. Fortifions nos classes populaires du souvenir et des enseignements de leurs révolutions qui ont fait la République. Moins de « défilés festifs » et stéréotypés et plus d'enseignants dévoués et compétents ! Plus une seule mairie de gauche sans son équipe de bénévoles, connaisseurs amoureux de cette histoire des luttes populaires que l'Enseignement public a réduite à la portion congrue. La fibre militante et associative est ce qui manque le moins à la gauche, surtout à celle de l'enseignement public. Un tel enseignement d'histoire est devenu à notre époque aussi indispensable qu'un enseignement d'écologie digne de ce nom. Ce n'est pas peu dire.

Mais relever le flambeau de l'enseignement militant en matière d'histoire des luttes sociales révolutionnaires serait inopérant s'il ne s'adressait pas en même temps à une population qui sait où elle voudrait aller, et pas seulement d'où elle vient. Et en tout cas, qui réalise que là où les courants orchestrés par l'idéologie dominante et ses porte-voix veulent la faire aller, là se trouve le gouffre de l'aliénation sous toutes ses formes, l'abîme où chaque peuple renonce à ses vertueux efforts pour atteindre son idéal et redevient une médiocre congrégation prosternée devant une nouvelle divinité, toujours aussi fantasmagorique et qui, pour le monde actuel, a toute probabilité d'être l'Argent ou, pour être plus précis, *le mode de vie à l'américaine, par et pour l'argent*, que l'hégémonie des États-Unis a répandu sur toute la planète.

Tel semble bien *le problème majeur* d'une refondation de la gauche française, qui fut sans doute la plus intelligente du monde, et la plus conséquente, mais qui, sous la conduite de ses nouvelles aristocraties, semble bien être complètement partie à la dérive pour aller constituer avec les autres États d'Europe occidentale une annexe atlantique des États-Unis d'Amérique, une nation, ou plutôt un cinquantième État, peuplé de myriades de petits-bourgeois interchangeables mais également imbus d'eux-mêmes, qui ne savent plus rien faire d'autre que se vouer aux différentes espèces du capital et que jargonner ridiculement un *globish* commercial en singeant les Américains

- « Vous ne craignez pas que la critique du globish ne soit un combat un peu d'arrière-garde, demande la journaliste.

- « Non, pas du tout, parce que justement le combat que la gauche française doit mener pour se rétablir dans l'estime de son propre peuple, et dans celle des autres si possible, ce n'est pas un combat pour la prédominance matérielle, contrairement à ce que beaucoup veulent croire... Voyons, ne fronchez pas immédiatement le sourcil, comme si j'avais proféré un blasphème ou une ineptie. Je ne suis pas un intello perdu dans ses nuées idéalistes et je sais autant que personne que dans le genre humain il faut être fort pour être respecté, et que pour être fort aujourd'hui il faut avoir des muscles, des armes et de l'argent. Il en va d'ailleurs ainsi depuis à peu près la révolution néolithique, il y a quelque dix millénaires, quand la civilisation spécifiquement humaine a commencé à se répandre en faisant une place grandissante à la réflexion rationnelle et à ses injonctions, ouvrant ainsi l'ère du *Logos*.

Alors, bien sûr, l'utilité et le respect de la puissance physique, que nous avons en commun avec le règne animal, avec nos cousins les gorilles, les chevaux sauvages et les coqs de basse-cour, ne sauraient être sous-estimés dans le combat pour imposer un minimum d'ordre et de logique à nos interactions, mais il est clair depuis longtemps, du moins pour les mieux informés, que ce qu'il y a de spécifique dans ce combat pour installer un ordre typiquement humain, c'est l'introduction du Droit dans l'ordre des Faits, c'est la rupture provoquée dans le règne de la nécessité objective c'est-à-dire celle des faits naturels, par un autre type de nécessité, une exigence qui n'est plus imposée par une force matérielle exerçant une contrainte, moins encore par une violence physique, mais par la lumière de l'entendement et l'acquiescement de la volonté réfléchie. Depuis les philosophes de l'Antiquité grecque, nous avons pris l'habitude (du moins en Europe) de considérer cette exigence comme emblématique de l'esprit humain et son instauration comme une condition *sine qua non* de toute vie civilisée. Les plus religieux en ont fait un corollaire de leur foi en assignant une origine transcendante à toutes nos sociodécisions. Il va de soi, pour les Humains du XXI^e siècle,

que la construction d'un monde juste reste tout autant une obligation intellectuelle et morale que pour nos ancêtres d'il y a 2500 ans.

Or, nous sommes bien placés pour savoir que les principaux obstacles à la réalisation de ce vieux rêve d'un monde de justice, que la gauche continue à chérir, se situent dans la substance même de l'idéologie du capitalisme néolibéral dont je ne vous ferai pas l'injure de penser que vous ne savez pas en quoi elle consiste. Par conséquent, si le droit du plus fort, tel qu'il se donne libre cours sur toute la planète a trouvé l'un de ses véhicules préférés dans les mœurs et les pratiques linguistiques des élites commerciales (entre autres), nous aurions tort de sous-estimer les dégâts que cette habitude langagière de jargonner l'anglo-américain sans autre nécessité que la volonté de se distinguer dans le magma des classes moyennes diplômées, peut causer à l'intelligence et à la sensibilité. Donc « sus au sabir américain » et parlons français, s'il vous plaît, comme ne le font plus les peuples européens qui vont chercher aujourd'hui leurs modèles à Wall Street et à la City. Vous savez bien, vous-même, qui essayez de faire vivre une presse d'opposition, que si les forces capitalistes se sont emparées grâce à leur puissance financière de la quasi-totalité des grands médias audio-visuels et numériques, c'est parce qu'il est devenu évident, deux siècles après Marx, Gramsci, Weber ou Bourdieu, que la domination du monde est toujours, indissociablement, une affaire de rapports de force et une affaire de rapports de sens, de valeur et de croyance. Essayons de nous débarrasser des séquelles les plus pénibles de ce qui semble être une propriété héritée de notre longue genèse d'Homininiens, cette structure duale de la personnalité humaine (sous forme de *réponses* mi-intellectuelles et de *ripostes* mi-affectives, de réactions mi-rationnelles et mi-passionnelles, aux sollicitations du milieu et aux exigences sociales), qui fait cohabiter en nous, à tout moment, le désir d'étrangler nos adversaires et de nous fondre avec ceux que nous aimons.

Sauf à vouloir passer pour détentrice d'une vérité absolue et éternelle, une gauche authentique ne peut que se situer sur une ligne de crête entre les différents types de nécessités (ce qui implique d'en prendre une connaissance exacte) entre un cap théorique tracé de façon abstraite sur une carte marine et une trajectoire réelle qui *rectifie* constamment les *rhumbs* et les *écarts* de la navigation effective et impose donc des corrections. Il importe en effet de ne jamais perdre de vue que contrairement à une idée trop répandue, si la gauche (et la droite, conjointement) ne peuvent exister que dans un rapport fondamentalement antagoniste, et tout à fait exceptionnellement consensuel, c'est parce qu'elles sont, sous une forme organisationnelle, les émanations de structures sociales qui ont la densité du plomb et la dureté du silex : ce socle inamovible, ce sont les classes sociales, liées par une logique à la fois empiriquement constituée et subjectivement assumée du fait que ce sont les mêmes structures qui jouent à la fois du dedans et du dehors des agents. Un tel antagonisme ne peut être que radical et finalement irréductible puisque la reproduction des classes dominantes va de pair avec l'exploitation de la force de travail des classes salariées. Avec ces mécanismes *alternes-internes* des structures sociales, l'analyse se situe au cœur même du phénomène de la domination sociale à l'œuvre dans tous les secteurs sans exception de la pratique sociale, dans toutes les sociétés de classes.

On comprend dès lors, très logiquement, pourquoi à toutes les époques, la grande affaire du pouvoir a été de réglementer ce que les marxistes ont appelé les *rappports de production*, c'est-à-dire la grande question de la propriété des moyens de production et d'échange. Qui contrôle la répartition et la circulation des capitaux est en fait et très vite en droit, celui qui commande en régime capitaliste, depuis au moins l'âge du bronze. Sans remonter trop loin dans la préhistoire et en s'en tenant à l'Histoire des sociétés de classes, on peut dire que même

si on convient de considérer la propriété collective comme l'expression d'une mentalité progressiste et humaniste en matière de propriété des biens de production, on ne peut pas pour autant savoir quelles furent, à chaque époque, les tendances dominantes. L'intrication des différentes variables est telle qu'on a du mal à voir lesquelles jouent de façon durable un rôle prédominant. À l'époque par exemple où la survie d'un groupe nomade reposait sur l'élevage de nombreux troupeaux itinérants, et où le capital était plus précisément le « cheptel », il n'est pas facile de savoir qui possédait quoi exactement. Le troupeau appartenait-il au roi, à sa famille, à un clan, à la collectivité, au clergé, à un temple gérant les possessions d'une divinité, etc., comment se faisait le partage ? Qui décidait vraiment ? On est bien mal renseigné. Pour les premières Cités-États on est déjà beaucoup mieux documenté et il devient rapidement clair que le pouvoir politico-religieux est assez systématiquement combiné avec le pouvoir économique-commercial, encore que le caractère englobant des systèmes de parenté ait toujours pour effet d'obscurcir l'efficacité propre de mécanismes économiques insuffisamment autonomisés (*embedded*).

Quoi qu'il en soit, l'état de l'économie mondiale contemporaine a confirmé le rôle déterminant en dernière instance des structures économiques et dans ce processus totalisant – et par là peu ou prou totalitaire – le rôle matériel et symbolique moteur de la puissance américaine. À telle enseigne qu'on peut dire, sans forcer le trait, que ce monde qu'on a cru bâti sur le roc est en train de s'effondrer, en pleine apothéose du dieu Dollar sous sa bannière étoilée.

Puisque justement on se préoccupe çà et là d'une possible refondation de la gauche, le moment ne serait-il pas bien choisi pour poser la question toute simple et sans malice : « Refondation pour faire quoi, plus précisément. ? »

S'il ne s'agit que de recommencer à faire ce à quoi vous avez consacré l'essentiel de vos mandats précédemment : la gestion loyale et convaincue des intérêts matériels et symboliques des différentes fractions de la bourgeoisie (y compris de la nouvelle bourgeoisie du capital culturel et du pouvoir symbolique), bref, s'il ne s'agit que de parachever ce que vous avez déjà presque totalement accompli, c'est-à-dire votre *auto-extinction*, alors ne nous fatiguez plus de vos discours creux de « refondation ».

Oh, certes, les circonstances aidant, il n'est pas interdit d'imaginer l'arrivée au pouvoir d'une « 3^e gauche », un nouvel ersatz de gauche, comme cela s'est produit avec Mitterrand et sa clique, avantageusement baptisée « gauche de gouvernement » alors qu'il ne s'agissait que d'une gauche de démolition destinée à débarrasser le capitalisme français des dernières séquelles « idéologiques » du socialisme à l'ancienne, de passer du socialisme des mineurs de Carmaux à celui d'une promo d'énarques.

En une phrase et pour conclure, un projet de refondation de la gauche n'aurait de sens, et de chances d'aboutir, que s'il était en rapport de *causalité réciproque* avec un nouveau type d'Homme qui en serait l'incarnation, comme le socio-type du Bourgeois-Citoyen est venu progressivement incarner aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles la révolution des Lumières, que tout le genre humain attendait sans le savoir et dont la dynamique émancipatrice a malheureusement été cassée par un regain d'individualisme matérialiste (*au sens commun ordinaire du mot « matérialiste »*) que l'esprit des Lumières avait malencontreusement laissé subsister au cœur du personnelisme humaniste.

Mais pourquoi ce germe d'individualisme-là précisément a-t-il fait florès dans le cours de l'histoire de l'Europe occidentale ? L'hypothèse semble devoir s'imposer à la réflexion, que la chose venait de loin et que cet individualisme était une sorte de résurgence lointaine du triomphe monothéiste et de son organisation en lignées tribales, en castes dirigeantes consacrées et finalement en carrières cléricales pour la gestion monopolistique des biens de salut. Là aurait pu se trouver le cocon dans lequel s'est conservé le ferment qui devait devenir la variable par excellence de l'intégration sociale dans les proto-États de l'Antiquité. Il y a sans doute moins de distance qu'il n'y paraît entre les sanctuaires de la foi monothéiste et les temples de la loi républicaine.

Ainsi l'idée a-t-elle dû s'ancrer dans les croyances reçues que chaque individu avait une contribution personnelle à fournir à l'effort commun. Il est permis d'y voir la racine lointaine de toute l'idéologie du Destin individuel, de la Mission, de la Vocation, bref, de la mythologie qui sert généralement à justifier un parcours singulier ou un accomplissement personnel, même pour le commun des mortels, dans un monde de compétition tous azimuts où la réussite individuelle est devenue un impératif indiscuté.

Si cette hypothèse, somme toute assez plausible, s'avérait, que le monothéisme a consolidé en occident, avec l'espérance d'un salut individuel, la conviction que chaque trajectoire particulière doit refléter les efforts consentis par chaque personne pour travailler à son salut personnel et au salut public, on comprendrait mieux dans ces conditions pourquoi « faire une carrière » répondant aux critères les plus reconnus de la réussite sociale est devenu, encore de nos jours, la préoccupation essentielle des familles. En effet, un des effets les plus assurés de la laïcisation des pratiques sociales et de l'affaiblissement des *habitus* religieux, a été le renforcement des stratégies temporelles pour se promouvoir dans l'espace des classes sociales. Les enfants des classes moyennes salariées ont été, depuis déjà plusieurs générations, les principaux bénéficiaires du renforcement des investissements scolaires tant sur le plan de l'engagement financier que sur celui de l'engagement psychologique et moral. D'innombrables études statistiques ont fait depuis longtemps la clarté là-dessus. D'où sans doute, *par contrecoup*, la force et la fréquence diversement exprimées des comportements de refus et de rejet des valeurs de l'École dans les classes populaires, particulièrement celles issues de l'immigration, sur le mode « l'école, c'est pas pour nous ». Il convient de rappeler, sur ce chapitre de l'exclusion scolaire, que ce constat est celui qui a prévalu pour des générations d'enfants des classes populaires (de la paysannerie et de la classe ouvrière principalement).

Le système scolaire a été littéralement colonisé par la petite bourgeoisie, y compris sur le plan de la formation des enseignant·e·s. La petite bourgeoisie est devenue une pépinière de jeunes filles et jeunes gens diplômés, souvent de très haut niveau en matière théorique, mais que l'abaissement généralisé des standards européens par l'alignement sociétal sur les modèles et les normes américains, abusivement utilitaristes et rentabilistes, n'a pas aidés à déployer toute leur envergure et leurs potentialités. Et qui se retrouvent finalement démunis, malgré leurs hauts diplômes, maintenant que le capitalisme sur lequel leurs familles et eux-mêmes avaient misé, a commencé de faire la démonstration non seulement de son incapacité radicale à assurer le bonheur universel, mais encore de son aptitude à anéantir le genre humain. Ils mesurent chaque jour davantage, non seulement les difficultés matérielles de leur médiocre existence, mais aussi le cruel désenchantement imposé par une société qui les a formés pour les utiliser au rabais, Autant dire qu'ils découvrent tout à la fois leur *misère de condition* et leur *misère de position*, deux misères n'en faisant qu'une, apanage du petit-

bourgeois, lequel en tire manifestement les enseignements les plus discutables, ceux de la collaboration de classe.

Octobre 2024

Alain Accardo est enseignant honoraire de sociologie, de l'Université de Bordeaux III. Il est notamment l'auteur de *Le Petit-Bourgeois Gentilhomme* (Éditions Labor, Bruxelles, 2003 ; Éditions Agone, Marseille, 2009, 2020).